

La Démocratie En Danger

Par PAUL KRUGMAN <http://www.nytimes.com/2004/01/23/opinion/23KRUG.html>

New York Times : le 23 janvier 2004

L'élection contestée de l'an 2000 a laissé une plaie béante dans l'esprit des Américains. Un sondage récent, mené par Zogby, a découvert que même dans les états rouges, ceux qui ont voté pour Bush, 32% du public pense que l'élection a été volée. Dans les états bleus (démocrates), la proportion est de 44%.

Maintenant, imaginez donc ceci : en novembre, le candidat à la traîne remporte une victoire inattendue – mais tous les cantons où il fait mieux que prévu utilisent des terminaux de vote à écran tactile. Parallèlement, une fuite provenant du courrier électronique interne des sociétés qui fabriquent ces machines suggère qu'il y a eu une erreur à grande échelle, et peut-être fraude. Quel serait l'effet sur la nation ?

Malheureusement, cette histoire est parfaitement plausible. (En fait, on peut raconter quelque chose de similaire à propos des résultats de mi-mandat de 2002, et particulièrement en Géorgie.) Le magazine 'Fortune' a déclaré à juste titre que le vote dématérialisé est la pire des technologies mise en place en 2003, mais il ne s'agit pas seulement d'une mauvaise technologie – cela constitue une menace pour la république.

Tout d'abord, cette technologie a purement et simplement été défaillante lors de plusieurs scrutins récents. Dans une élection spéciale, dans le comté de Broward (Floride), 134 électeurs furent privés de leur droit électoral parce que les terminaux n'indiquaient aucun vote, et il n'y avait pas d'autre moyen pour déterminer les intentions de vote de ces électeurs. (L'élection fut validée sur la foi de 12 suffrages exprimés.) Dans le comté de Fairfax (Virginie), les terminaux électroniques se plantèrent à plusieurs reprises et refusèrent d'enregistrer les votes. Lors des primaires de 2002, des terminaux dans plusieurs bureaux de Floride ne signalèrent aucun vote pour l'élection du gouverneur.

Et combien de failles ne furent pas découvertes ? Le courrier électronique interne de Diebold, le plus gros fabricant de terminaux électroniques de vote (bien que différents de ceux impliqués dans les fiascos de Floride et de Virginie), révèle que les programmeurs étaient désespérés par le manque de fiabilité du système. Dans un courriel on y lit : "J'ai attendu en vain que quelqu'un me donne une explication pour comprendre pourquoi le bureau de vote 216 donnait à Al Gore moins 16022 voix au moment de son initialisation." Dans un autre : "En cas de démonstration, je vous suggère de faire semblant."

Des experts en informatique affirment que les logiciels de Diebold et des autres fabricants sont bourrés de failles en matière de sécurité, lesquelles pourraient permettre à un intrus de manipuler le résultat de l'élection. Mais les gens des sociétés de terminaux de vote ne feraient pas cela, n'est-ce pas ? Demandons à Jeffrey Dean, un programmeur qui était vice-président senior d'une société de terminaux de vote, Global Election Systems, avant son rachat par Diebold en 2002, ce qu'il en pense. Bev Harris, auteur de "Black Box Voting" (www.blackboxvoting.com), rapporta à 'Associated Press' que Mr. Dean, avant de prendre ses fonctions, avait été incarcéré dans une prison de Washington pour avoir dérobé de l'argent et manipulé des dossiers informatiques.

En laissant de côté les programmeurs douteux, même un coup d'œil rapide sur l'attitude des principales sociétés de terminaux de vote révèle un contournement systématique des règles censées assurer la sécurité des scrutins. Les logiciels ont été modifiés sans contrôle du gouvernement ; des composants ont été remplacés sans avoir été re-vérifiés. Et voici le point capital : même s'il y a de bonnes raisons de penser que les terminaux électroniques ont mal compté les votes, on ne peut rien y faire. Il n'y a pas de traces matérielles ; il n'y a rien à recompter.

Alors, que faudrait-il faire ? Le député Rush Holt a proposé une loi demandant que chaque terminal délivre un reçu que l'électeur vérifie lui-même. Le reçu serait alors conservé pour tout recomptage ultérieur. Cette loi nécessite qu'un tel système de vérification des suffrages soit prêt pour les élections de 2004 – et que les cantons qui ne peuvent pas le faire dans les temps utilisent à la place des bulletins en papier. Et cette loi exige aussi que des contrôles aléatoires soient menés dans chaque état.

Personnellement, je ne vois aucune objection à cette loi. Ignorons les inévitables accusations de "théorie de la conspiration." (Bien que certaines conspirations soient réelles : comme l'a rapporté le 'Boston Globe' dans son édition d'hier, "Des membres républicains de la Commission à la Justice du Sénat se sont infiltrés dans les dossiers électroniques de l'opposition pendant plus d'un an, espionnant les mémos secrets relatifs à leur stratégie et faisant passer régulièrement des copies aux médias.") Pour soutenir le 'vote contrôlé', vous n'avez pas besoin de croire personnellement que les fabricants de terminaux ont truqué ou vont truquer les élections. Comment peut-on s'opposer à des mesures qui placeront les élections au-dessus de tout soupçon ?

Et qu'en est-il du coût ? Voyons les choses de cette manière : nous dépensons au minimum 150 milliards de dollars pour faire avancer la démocratie en Irak. Cela représente environ \$1,500 pour chaque suffrage des élections de 2000. Comment peut-on rechigner à dépenser une petite fraction de cette somme pour sécuriser la crédibilité de la démocratie chez nous ?

Traduit de l'américain par Jean-François Goulon